

Burundi : la nouvelle loi sur la presse est déjà en application

RFI, 14 juin 2013
 Burundi : les premières convocations de journalistes tombent
 Au Burundi, moins d'une semaine après la ratification d'une loi sur la presse qualifiée de liberticide par le syndicat des journalistes burundais et condamnée de toutes parts, les premières convocations de journalistes sont déjà tombées, ce que dénoncent les professionnels des médias qui crient à la chasse aux sorcières. Un journaliste a été interrogé par un officier de police judiciaire près de Bujumbura, mardi 11 juin; un second par un substitut du procureur de Makamba, dans le sud-est du Burundi, jeudi 13 juin. Voilà qui vient confirmer les pires craintes de l'Union burundaise des journalistes.

« Le premier journaliste qui a été convoqué, c'était pour révéler les sources de son information, affirme son père Alexandre Niyungeko. Et l'autre, qui a été convoqué, c'était par rapport aux informations qui porteraient atteinte à la sécurité. Ce n'est pas du tout un hasard. Il y a certaines personnes qui veulent utiliser cette loi pour en découdre avec les journalistes ». Cette loi a été dénoncée par les principaux bailleurs de fonds de ce pays. Le représentant du secrétaire général de l'Union au Burundi, le Gabonais Parfait Onanga-Anyanga, rappelle aujourd'hui les engagements pris par les autorités burundaises : « Les autorités burundaises ont rassuré leurs partenaires et notamment le secrétaire général sur le fait que la loi ne sera pas utilisée abusivement. On attend de voir comment est-ce que au quotidien cette loi va être mise en œuvre, et je ne doute pas que, même si les débuts restent difficiles, la sagesse l'emportera ». Mais beaucoup craignent que les tenants de la ligne dure, qui semblent avoir le vent en poupe, ne maintiennent la pression sur les journalistes burundais.